



| Dans l'UE en 2015, les investissements publics dans les infrastructures sociales étaient estimés à 170 milliards d'euros, soit un montant au moins 20 % inférieur à celui de 2008.

La crise financière a laissé les États membres de l'UE dans une situation catastrophique en raison de la diminution des recettes fiscales et de l'impact des mesures d'austérité dans de nombreux pays. En conséquence, les investissements publics dans les infrastructures sociales ont atteint leur plus bas niveau en 20 ans. Mais il est possible de saisir cette opportunité pour créer un système moderne de protection sociale en Europe et ainsi améliorer la vie des plus pauvres, des classes moyennes et des jeunes. Une telle approche profiterait également à la productivité et à la croissance.

Dans l'UE, ces investissements sont estimés à 170 milliards d'euros pour 2015 – la dernière année pour laquelle des données officielles sont disponibles – soit un montant au moins 20 % inférieur à celui de 2008. Ce montant est clairement insuffisant au vu du manque d'investissements dans ce type d'infrastructures: au moins 100 à 150 milliards d'euros par an, ou 1 500 milliards d'euros entre 2018 et 2030.

À la lumière du vieillissement de la population, des modifications structurelles radicales des marchés du travail et des possibilités qu'offrent l'innovation technologique et la société de la connaissance, il est urgent de procéder à des investissements innovants de haute qualité à grande échelle dans les infrastructures sociales de l'UE. Il est temps de renverser la vapeur, car cette situation a déjà des retombées graves et à long terme, en particulier sur l'accessibilité à la santé et aux soins de longue durée, sur les retraites,

“  
L'Espagne dépense  
183 euros par élève  
par an, tandis qu'aux  
Pays-Bas, ce montant  
s'élève à 1 283 euros.

”

# AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS INNOVANTS À LONG TERME DANS LES INFRASTRUCTURES SOCIALES

## UNE PISTE POUR MODERNISER LES MODÈLES SOCIAUX EN EUROPE

par *Lieve Franssen*

sur les besoins de garde d'enfants, sur l'apprentissage tout au long de la vie ainsi que sur le développement des compétences et des qualifications.

La demande de logements accessibles, abordables et efficaces sur le plan énergétique ne fait que croître, alors que les revenus augmentent moins rapidement que les dépenses. En résulte un cercle vicieux dans lequel de nombreux citoyens consacrent près de 40 % de leur salaire à leur logement, payant des prix réhilitaires ou dépendant de subventions pour chauffer ou refroidir leur habitation, tandis que de plus en plus de gens deviennent sans-abris ou sont placés sur des listes d'attente sans fin pour des logements sociaux.

La mise à disposition de logements abordables, accessibles et économes en énergie est dès lors devenue un enjeu majeur partout en Europe. Il faut s'atteler à la résolution de ce problème sans attendre. L'analyse des ressources allouées ne dit bien évidemment pas si ces ressources sont utilisées efficacement.

Par exemple, dans le secteur de la santé et des soins de longue durée, l'accent est généralement placé sur les hôpitaux et les soins en institution, alors qu'il est de plus en plus reconnu que certains pays – notamment l'Allemagne, la France, la Belgique et la Hongrie – présentent un excédent de capacité (l'Allemagne compte 8,2 lits pour 1000 habitants, le chiffre le plus élevé des pays de l'OCDE) et que les patients nécessitant des soins de longue durée préfèrent de loin rester chez eux auprès de leurs proches, tout en bénéficiant de services connectés et à domicile. Le secteur des soins de longue durée en particulier manque cruellement d'investissements et il est trop institutionnalisé dans de nombreuses régions d'Europe. Les dépenses publiques destinées aux soins de longue durée oscillent entre plus de 4 % du PIB aux Pays-Bas et moins de 0,5 % dans des pays comme la Lettonie ou la Pologne.

Même si la situation s'améliore lentement, des exemples positifs peuvent être cités un peu partout en Europe, où des services

de soin et d'aide basés sur la collectivité et centrés sur l'humain sont mis en place. Ces services répondent mieux aux besoins complexes des patients d'aujourd'hui.

Par ailleurs, dans l'UE, les dépenses en capital consacrées à l'enseignement étaient d'environ 65 milliards d'euros en 2015. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas représentent à eux seuls près de deux tiers des dépenses totales. Ces chiffres dénotent un manque d'investissement considérable dans certains autres pays où les besoins sont pourtant encore plus criants. À titre d'exemple, l'Espagne dépense 183 euros par élève par an, tandis qu'aux Pays-Bas, ce montant s'élève à 1 283 euros. En moyenne, les investissements publics ont chuté en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne et au Portugal, alors que l'économie de la connaissance nécessiterait des investissements importants et constants dans l'apprentissage tout au long de la vie.

Les besoins de la population évoluent et les citoyens aspirent à des services et des infrastructures davantage centrés sur l'humain, accessibles, économes en énergie et abordables.

Nous ne pouvons pas prendre le risque de nous passer de ces investissements essentiels. En effet, il apparaît clairement que les pays qui ont adopté une approche d'investissement moderne dans leur capital humain tout au long de la vie et qui ont investi dans la transformation de leurs infrastructures et services sociaux ont bien moins souffert de la crise.

Il est faux d'affirmer que les investissements dans le capital humain sont toujours considérés comme des coûts et que les investissements dans les infrastructures sociales n'offrent pas de retour comme les autres types d'investissements. En réalité, les investissements dans les infrastructures sociales présentent moins de risques. Ils peuvent être très attractifs, étant donné qu'ils offrent des retours prévisibles et stables, si les projets sont d'une envergure suffisante et que des ressources différentes sont utilisées.

Dans notre récent rapport, rédigé sous la direction de l'ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi, avec le soutien d'investisseurs européens à long terme et en étroite collaboration avec la Commission européenne, nous avons choisi trois grands secteurs absolument essentiels pour le bien-être des citoyens européens et qui nécessitent des investissements à long terme: la santé et les soins de longue durée, l'enseignement et l'apprentissage tout au long de la vie, et les logements abordables, accessibles et économes en énergie.

*Comment moderniser les modèles sociaux en Europe ? Avec plus d'investissements innovants dans les infrastructures sociales ! @LieveFransen*



Ce rapport a été utilisé dans la préparation du nouvel instrument InvestEU, avec la création d'une ligne d'investissement social dans ce fonds et la mise à disposition de plus de ressources, de garanties et d'appui technique pour le programme d'investissement dans les infrastructures sociales.

Nous devrions avoir pour ambition d'investir 170 milliards d'euros supplémentaires par an. La vaste majorité des infrastructures sociales sont financées par de l'argent public qui se fait rare et deux tiers des investissements sont réalisés par les administrations locales. Dans de nombreuses régions néanmoins, le manque de financement des infrastructures sociales ne pourra pas être comblé uniquement par des fonds publics locaux. L'Europe doit saisir cette occasion d'attirer des investissements privés et de promouvoir des approches innovantes pour les infrastructures et les services sociaux. Elle doit combiner différents moyens et grouper des projets de sorte à créer de larges plateformes d'investissement dans les villes et les régions où des changements et des ressources sont plus que nécessaires.

Il faut aider les parties prenantes et les collectivités locales à préparer une série de projets susceptibles d'être financés, afin que ce changement puisse se concrétiser dès maintenant.

Les bonnes conditions seront partiellement réunies une fois que le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) et InvestEU auront été pleinement adoptés et lancés en 2021, mais il n'y a pas de temps à perdre et nous pouvons en faire encore davantage, dès aujourd'hui.

Partout en Europe, les meilleurs modèles et pratiques devraient être mis en commun et la Commission devrait contribuer à la mise en place d'un cadre permettant de faciliter le travail dans les États membres et d'accroître le nombre d'initiatives susceptibles de donner des résultats rapides à grande échelle.

La Commission, la Banque européenne d'investissement et les banques de développement nationales et régionales ont déjà fait des efforts considérables, mais il est urgent qu'ensemble, nous intensifions les actions menées sur le long terme.



> **AUTEUR**

**Lieve Fransen** est conseillère politique senior. Elle est ancienne directrice des affaires sociales à la Commission européenne.